

« La révolution grecque est en jeu »

GRÈCE Selon Pascal Lamy, un système nouveau doit remplacer celui qui s’est effondré

- L’ancien commissaire européen ne croit pas aux risques de « Grexit ».
- L’enjeu majeur n’est pas la dette, mais les réformes de fond.

ENTRETIEN

Cet après-midi, les ministres des Finances de la zone euro se réunissent pour entamer la vraie négociation avec la Grèce sur leur demande de renégociation de sa dette et son programme de réformes. Pascal Lamy, qui fut directeur de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, commissaire européen au Commerce, et directeur général de l’Organisation mondiale du Commerce, est aujourd’hui toujours très actif et écouté sur les questions européennes. Il est président d’honneur du « think tank » delorien, Notre Europe.

Difficile de ne pas vous poser la question : va-t-on vers le « Grexit », la sortie de la Grèce de la zone euro ?
Ce n’est pas l’intention du Premier ministre grec, qui a toujours dit qu’il souhaitait au nom de sa majorité que la Grèce reste dans l’euro et dans l’Union européenne. Ce n’est pas non plus l’intention des autres Européens que d’expulser la Grèce. Donc, le cadre politique actuel exclut le « Grexit ». Mais ce sont des questions fondamentalement grecques qui se posent. La Grèce est depuis 2009 un pays en banqueroute morale, politique et financière. La seule qui lui a été évitée, c’est la financière. Et personnellement, je pense que le problème de la dette n’est pas le problème essentiel. Cette dette est à 80 % entre les mains d’acteurs publics, qui savent se comporter : il y a une infinie variété de solutions entre le statu quo et le « Grexit », et la créativité des diplomates financiers est sans limite...

Mais quel est l’enjeu central ?
Ce qui est en jeu, c’est la révolution en Grèce. Un processus révolutionnaire est en marche quand un système nouveau en remplace un qui s’est effondré. Mais cela ne prend pas toujours un cours rationnel. Il faut se rappeler que « tsipras » en grec veut dire « éradicateur » : cela renvoie à « racines » comme à « radicalisme ». Les nouveaux gouvernants sont en train de mener la partie politique, et je l’espère morale, de la révolution grecque. Reste l’aspect économique, partiellement et mal traité par cette troïka qui a été très comptable et très peu économique. Les seules grandes réformes menées en Grèce l’ont été sur la compétitivité, et la dépense publique, mais pas sur le système judiciaire, ni la collecte de l’impôt, ni sur la corruption. Ce sont des réformes structurelles qui s’imposent. Il faut bien comprendre que



Pascal Lamy : « Les deux parties - les Grecs et les autres Européens - se revêtent de leurs peintures de guerre, comme avant toute négociation. » © PIERRE-YVES THIENPONT.

les nouvelles équipes émergent sur les décombres de l’ancien système...

Vous faites crédit à Tsipras et à Syriza de vouloir mener ces réformes avec détermination, plus que les précédents gouvernements ?
En tous les cas, ils bénéficient du soutien et de la légitimité pour le faire. Cela donne de l’énergie !

Mais concrètement, on assiste à un blocage : les Grecs disent avoir été élus sur le rejet du « mémorandum » (le plan de sauvetage) et de la troïka. A cela les Européens répondent : très bien, on pourra en parler, mais resignez d’abord le mémorandum si vous voulez de l’argent pour vous permettre de tenir le coup. Qui a raison ?
Les deux parties se revêtent de leurs peintures de guerre, comme avant toute négociation. Le but essentiel de cette négociation, c’est d’accompagner la détermination du gouvernement grec à mener les réformes qui n’avaient pas été faites jusqu’à présent. Chacun sait que la Grèce a besoin de soutien financier, c’est pourquoi ils ne peuvent pas se permettre de faire du déficit primaire. (Le résultat budgétaire primaire est le résultat avant les charges de la dette, NDLR.)

Cela va se faire avec des bons du trésor hellénique soutenus par la Banque centrale européenne, qui dira qu’elle a des règles et qu’elle peut « avaler » ces bons sous certaines conditions. La négociation portera là-dessus.

Le régime imposé aux Grecs n’a pas fonctionné : vous êtes d’accord avec cette assertion ?
Je suis d’accord pour dire que la formule n’a pas été la bonne. La troïka a fait du comptable. Dans une situation pareille de banqueroute, soit vous faites de la réduction de charges, soit du « reengineering ». Il aurait fallu impliquer la Banque mondiale et l’OCDE, plutôt que la troïka. Ils ont fait le plus facile : taper sur le budget et la fonction publique, ce qui forcément a pesé sur les plus pauvres plutôt que les riches. Je ne dis pas qu’il ne fallait pas faire d’ajustement comptable, mais ils ne l’ont fait pas de la manière la plus intelligente et la plus efficace. Il faudrait adopter une approche qui ressemble plus à ce que font la Banque mondiale et l’OCDE.

Vous dites donc que la troïka, ce n’est pas une question de forme, mais plutôt de fond ?
C’est une question de fond : on a fait porter l’effort d’ajustement sur les éléments

les plus simples, les plus comptables. Ce qui est moins simple, en Grèce, c’est de faire payer les grandes fortunes et l’Église orthodoxe. Il faut aussi comprendre que la Grèce a été occupée par une puissance non européenne pendant des siècles : elle a un parcours à faire pour rejoindre la moyenne européenne.

Le bon compromis, c’est quoi ?
L’essentiel, c’est que la Grèce et le reste de l’Europe veulent le maintien de celle-ci dans l’UE et l’euro : appelons cela le corridor politique. Dès le moment où on reste dans ce corridor, et ensuite qu’on est d’accord sur la nécessité des réformes, le reste n’est plus qu’une question de négociation. Mais on sait qu’il peut y avoir des accidents ou des dérapages. Tsipras a l’air sérieux, mais il doit tenir sa majorité : on peut se poser des questions sur ses alliés de coalition. Il faut aussi qu’au sein du Conseil européen (les chefs d’Etat et de gouvernement, NDLR), les plus durs soient un peu raisonnés.

Si les partenaires européens acceptent de revoir significativement le programme grec, cela n’enverra-t-il pas un message de complaisance, que refusent les gouvernements des pays de la périphérie, qui sont passés par

de dures réformes ?
Cela dépendra du parcours de réformes sur lesquels s’engagera la Grèce. Si ces réformes sont consistantes, cela relâchera la pression de ceux qui refusent pour des raisons internes un traitement de faveur à la Grèce.

Vous êtes de ceux qui pensent qu’un « Grexit », ce n’est pas la fin du monde ? Ou que l’appartenance à l’euro est sacrée, et que la remettre en cause, c’est le début de la décomposition ?
Je pense que financièrement il n’y a plus de risque systémique comme en 2009. Les risques de contagion ont été réduits : l’ensemble de l’Eurozone ne serait pas contaminé par une sortie de la Grèce de la zone euro. Mais politiquement, ce serait une catastrophe. Si on sort de ce corridor politique que j’évoquais, la perspective, c’est l’Argentine : ce n’est pas très encourageant. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

 **surlesoir.be**
Retrouvez chaque jour toute l’actualité européenne sur notre site : www.lesoir.be/unioneuropeenne



NEW

BASTOGNE WAR MUSEUM

www.bastognewarmuseum.be



VEILLÉE D'ARMES AVANT L'EUROGROUPE

Tsipras peaufine sa solution alternative

Le gouvernement grec d’Alexis Tsipras a passé la journée de mardi à finaliser les détails du plan qu’il veut présenter à ses partenaires européens comme substitut au programme international d’aide et de réformes en cours depuis 2010, dans un climat plus optimiste, mais sous l’œil sévère de Berlin. « Nous ne négocions pas de nouveau programme. Nous avons déjà un programme », a ainsi déclaré le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble à Istanbul à l’issue du G20 des grands argentiers de la planète, et à la veille de la réunion mercredi à Bruxelles entre les autorités grecques et les dirigeants de la zone euro. « Je pense que les règles sont à peu près claires (pour Athènes) », a poursuivi M. Schäuble, « demain nous allons écouter leurs engagements, c’est mieux que les informations distillées à la télévision ». M. Tsipras a eu cependant une conversation « amicale et constructive » au téléphone avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Aucun accord ne devrait cependant intervenir cette semaine, a indiqué une porte-parole de la Commission, même lors du sommet des chefs d’Etat et de gouvernement de l’UE, ce jeudi. Le prochain temps fort serait donc l’Eurogroupe de lundi prochain. Des détails du plan grec ont commencé à filtrer, une source du ministère des Finances affirmant qu’il n’a rien de « radical ». La Grèce accepterait de respecter environ 70 % des engagements de réforme déjà passés avec les créanciers, les 30 autres, jugés « toxiques » étant remplacés par une série de réformes à élaborer en concertation avec l’OCDE. (afp)